

- Le contrôle du décompte général et définitif des marchés de travaux, par Hubert LEGAL 746
(Concl. sur Cons. d'Ét., 29 janv. 1993, *Société d'économie mixte d'aménagement de la ville de Martigues - SEMAVIM*)
- Le contrôle du contentieux de la garantie décennale des constructeurs, par Hubert LEGAL 748
(Concl. sur Cons. d'Ét., 29 janv. 1993, *Syndicat intercommunal des eaux de la Dhuy*)
- 2. Le pourvoi en cassation relatif au sursis conservé-t-il son objet lorsque le requérant a obtenu partiellement satisfaction au fond?, par Serge LASVIGNES 750
(Concl. sur Cons. d'Ét., Section, 26 mars 1993, *M. Moritz*)
- 3. Le juge de cassation vu par lui-même, par René CHAPUS 756
A propos de l'ouvrage de Jean Massot et Olivier Fouquet, *Le Conseil d'État juge de cassation.*

Jurisprudence

- Les pouvoirs du président de la juridiction administrative, par Hubert LEGAL 760
(Application de l'article 9 du code des tribunaux administratifs)
(Concl. sur Cons. d'Ét., Section (Avis), 29 nov. 1991, *M. Landrée*)

Droit administratif comparé et étranger

- La situation juridique du demandeur d'asile (suite)**
- 5. Grèce, par Epaminondas P. SPILIOTOPOULOS et Ant. BREDIMAS 767
 - 6. Italie, par Claudio MEOLI 773
 - 7. Norvège, par Eivind SMITH et Christine BERGLAND 776
 - 8. Portugal, par João CAUPERS 778
 - 9. Royaume-Uni, par Hugo STOREY 779
 - 10. Suisse, par Blaise KNAPP 783

Droits et libertés

Jurisprudence

- Le préfet sommé par voie d'huissier de délivrer une carte de séjour, par Renaud DUTREIL 787
(Concl. sur Cons. d'Ét., 8 nov. 1991, *M. José Rodrigues Gonçalves*)

Urbanisme

Jurisprudence

- Convention européenne des droits de l'homme et sursis à exécution d'un permis de construire, par Serge LASVIGNES 791
(Concl. sur Cons. d'Ét., 14 déc. 1992, *M. Lanson*)

Droit administratif et droit international

Jurisprudence

La place de l'individu au regard des conventions internationales

- (Cons. d'Ét., Section, 29 janv. 1993, *Mme Josefa Boulliez*)
- 1. Conclusions, par Frédéric SCANVIC 794
 - 2. Note, par David RUZIÉ 803

Actualité législative et réglementaire

- Actualité jurisprudentielle* 814
par David RUZIÉ

Droit administratif et droit social

Jurisprudence

- Les droits du concubin aux prestations de l'assistance chômage, par Jean-Pierre CHAUCHARD 816
(Note sous Cons. d'Ét., 13 nov. 1991, *Ministre du Travail, de l'Emploi et de la Formation professionnelle c/ M. Schneider*)

Actualité bibliographique 823

Arrêts et avis récents du Conseil d'État

- par Philippe TERNEYRE 831
Période du 1^{er} mai 1993 au 30 juin 1993

Tables

- Alphabétique de matières et chronologiques de textes et de jurisprudence 848

Les opinions émises dans la revue n'engagent que les auteurs

Le Code de la propriété intellectuelle n'autorisant, aux termes de l'article L. 122-5, 2° et 3° a), d'une part, que les « copies ou reproductions strictement réservées à l'usage privé du copiste et non destinées à une utilisation collective » et, d'autre part, que les analyses et les courtes citations dans un but d'exemple et d'illustration, « toute représentation ou reproduction intégrale ou partielle faite sans le consentement de l'auteur ou de ses ayants droit ou ayants cause est illicite » (art. L. 122-4).

Cette représentation ou reproduction, par quelque procédé que ce soit, constituerait donc une contrefaçon sanctionnée par les articles L. 335-2 et suivants du Code de la propriété intellectuelle.

Toutefois, des photocopies peuvent être réalisées avec l'autorisation de l'éditeur. Celle-ci pourra être obtenue auprès du Centre français d'exploitation du droit de copie, 3, rue Hautefeuille, 75006 Paris. Téléphone : 43 26 95 35. Télécopieur : 46 34 67 19.

Correspondance concernant la rédaction
Revue française
de droit administratif
Daloz, 11, rue Soufflot
75240 Paris Cedex 05

Abonnements
Joindre paiement à l'ordre de Daloz-Sirey -
messageries aériennes sur demande.)
Abonnement annuel partant
du 1^{er} numéro de l'année
6 n° 1993
France et D.O.M. : 610 F
Étranger : 695 F

Administration et abonnements
Daloz-Sirey, 35, rue Tournefort
75240 Paris Cedex 05
Tél. : (1) 40 51 54 54

Les abonnés qui, à la réception de ce numéro, constateront que la livraison précédente ne leur est pas parvenue, sont priés d'en aviser le service des abonnements sans délai, l'éditeur ne pouvant garantir pendant plus de 6 mois le service des numéros manquants.

revue française de droit administratif

Table des matières

La loi du 6 février 1992 relative à l'administration territoriale (suite et fin)

8. « L'esprit des lois... face à celui du temps », par Lucien RAPP 639
9. La société d'économie mixte locale après la loi du 6 février 1992 relative à l'administration territoriale de la République, par Guy DURAND 653

Rubriques

Aménagement du territoire

Jurisprudence

La « délocalisation » des établissements publics nationaux

1. La « délocalisation » de l'École nationale d'administration, par Rémy SCHWARTZ 657
(Concl. sur Cons. d'Ét., Assemblée, 4 juin 1993, *Association des anciens élèves de l'ENA, Mlle Laigneau et autres, M. Denis*)
2. La « délocalisation » de l'Union des groupements d'achats publics, par Martine DENIS-LINTON 667
(Concl. sur Cons. d'Ét., Assemblée, 4 juin 1993, *Comité d'entreprise de l'Union des groupements d'achats publics*)

Collectivités locales

A propos de la gestion des services publics locaux

1. Services publics locaux et principe d'égalité
• Sur la nature juridique du service de distribution d'eau et le traitement jurisprudentiel du principe d'égalité, par Michel BORGETTO 673

83924
2-75

- La portée du principe d'égalité devant le service public de ramassage scolaire, par Marcel POCHARD 689
(Concl. sur Cons. d'Ét., 19 juin 1992, *Département du Puy-de-Dôme c/ M. Marc Bouchon*)
2. L'installation et la gestion des réseaux câblés, par Roselyne ALLEMAND 693

Contentieux

Études

- Le retour de l'exception de recours parallèle, par Josiane TERCINET 705
Le recours en rectification d'erreur matérielle devant les juridictions administratives, par Dominique POUYAUD 721

La cassation administrative

1. Le contrôle de cassation dans les marchés publics
• Le contrôle de la dénaturation des clauses d'un marché d'études et de surveillance, par Serge DAEL 742
(Concl. sur Cons. d'Ét., 21 oct. 1992, *Société SETEC - Travaux publics*)

rtva 4

1993

Bimestrielle

9^e année

Juillet-Août

Pages 639-848

 **sirey**